



Édito

La Gen Z à l'assaut de Marineford !

Alerta Secte Mondiale

Aucune liberté dans l'euthanasie

Victoire ?!

La Gen Z à l'assaut de Marineford !

Népal, Maroc, Madagascar, Indonésie, Pérou... ces derniers mois et semaines, des manifestations monstres, des émeutes ou même des chutes de régimes ont eu lieu dans différents pays du monde et ont fait souffler un vent qui ranime nos plus vifs espoirs !

En Indonésie, l'indignation montante aux privilèges des élites sur fond d'austérité a basculé quand le 28 août, les flics ont tué un jeune lors d'une manifestation à Jakarta puis quand, le 31 août, des vidéos montrant des parlementaires dansants alors qu'ils venaient de recevoir une allocation logement indécente deviennent publiques. Les semaines suivantes, des émeutes embrasent le pays, conduites par le slogan « *Indonesia Gelap, Revolusi Dimulai* » (« l'Indonésie est sombre, nous commençons la révolution »). Des parlements régionaux sont incendiés, des résidences de ministre pillées. La répression terrible, ayant mobilisé police et armée, qui a conduit à des dizaines de morts et de disparus, a depuis réussi son objectif d'intimidation... le mouvement avait aussi la particularité d'avoir comme symbole le drapeau de *One Piece*, ce manga sur les pirates et leur soif de liberté, un symbole repris ensuite du Népal à Madagascar en passant par le Pérou.

Au Népal, le souffle du mouvement qui dénonçait à la base le népotisme et les privilèges de la caste dirigeante a été destructeur. Le 9 septembre, après des semaines d'affrontements à Katmandou ayant mené à plus de 70 morts, les

manifestants ont envahi le Parlement et les résidences de plusieurs membres du pouvoir, dont celle du premier ministre, et les ont brûlé de fond en comble ! Car on ne s'arrête jamais en si bon chemin, les sièges du Parti Communiste Népalais (marxiste-léniniste, le parti au pouvoir) et du PCN (de l'opposition maoïste, qui appelait les manifestants à être pacifiques), et du Congrès népalais, sont vandalisés par les émeutiers, et la prison du district de Kailali est attaquée puis incendiée, permettant à tous les détenus de retrouver la liberté !

Au Maroc, c'est la mort de 8 femmes après leur accouchement par césarienne à Agadir en raison du manque de moyens du secteur sanitaire marocain, qui a mis le feu aux poudres. Dès les premiers jours de manifs, le pouvoir a réprimé en interpellant ou en tabassant en masse tout contestataire, mais les révoltés ont continué de déferler dans les rues.

Récemment, le collectif GenZ 212, une des façades du mouvement, a annoncé que les manifs ne remettaient pas en cause les fondements de l'autorité royale, qu'elles se devaient de rester pacifiques et que les appels cesseraient momentanément suite aux promesses de réformes du roi Mohammed VI (alors qu'au même moment, la justice condamne à tours de bras nombre de contestataires par des peines de plusieurs années de prison)

On ne nous la fera pas ! Les jeunes marocains qui sont allés dehors, qui ont enflammé les rues, qui ont détruit les comicos, ceux qui se sont fait flinguer en tentant de prendre d'assaut des postes de police pour prendre armes et munitions, ceux qui ont blessé plus de 300 policiers, n'étaient en rien pacifiques et n'avaient sûrement pas qu'en tête d'améliorer le service public !

A Madagascar, les manifs et appels à la grève sont partis de l'exaspération provoquée par les

Novembre 2025
- Apériodique -

mauvaissang.noblogs.org

mauvais-sang@riseup.net

Édito

Pas de doute : y aurait de quoi déprimer. Des manifestations anti-immigration en Irlande en juin et aux Pays Bas fin septembre 2025... des poussées populistes et sécuritaires qui progressent... : la réaction a gagné du terrain et a convaincu son petit monde. En France et à Paris, les aires subversives et contestataires semblent être réduites à peau de chagrin et gangrenées par la confusion, l'identitarisme et les batailles de chapelle idéologique.

Quant aux hypothèses révolutionnaires, elles apparaissent tragiquement aujourd'hui au mieux comme un doux rêve désuet, au pire, pour les plus cyniques, comme une vaste blague. Le martèlement de plus en plus appuyé pour la mise au travail généralisée de toutes les sphères de la société, mais aussi la menace toujours plus pesante d'une guerre mondiale visible par la militarisation et l'armement, rendent d'autant plus visible une apathie et une sidération où chacun est recroquevillé sur sa propre misère et sur ses propres angoisses. Loin sont les perspectives de luttes collectives, encore plus loin l'espoir de détruire ce monde pour faire apparaître le nouveau.

La police de l'immigration américaine, gonflée à bloc par un budget colossal et un soutien sans faille de l'administration de Trump, organise des rafles d'envergures de sans-papiers, semant la terreur et mettant en scène ses propres arrestations. Mais ! Face à cela, des émeutes anti-police de l'immigration (ou « ICE », Immigration and Customs Enforcement) ont été particulièrement virulentes et combatives à Los Angeles en juin 2025 et se sont étendues à de nombreux états, et

perdurent depuis. En France, l'État semble vouloir imiter ICE et a organisé des rafles en juin dernier lors de plusieurs journées. Enthousiasmée par les contestations aux US, l'AG Antifa de Paris avait appelé à un rassemblement à la Gare du Nord en juin dernier, où des centaines de personnes sont venues et ont perturbé la circulation pendant plusieurs heures dans l'objectif d'empêcher des arrestations, qui étaient particulièrement présentes dans les gares parisiennes.

De l'autre côté de la planète, au Népal, à Madagascar, au Maroc, en Indonésie, au Pérou, les manifestations « GenZ » ont mis un sacré coup de pied dans la fourmilière. On retrouvera dans ce numéro un article sur le sujet « La Gen Z à l'assaut de Marineford ».

On espère que ce nouveau numéro de Mauvais Sang pourra contribuer à agiter réflexions, perspectives et discussions, car, plus que jamais, il nous semble nécessaire de réaffirmer une solidarité internationale et une position révolutionnaire non pas malgré mais CONTRE ce contexte, sa déprime et la peur qui s'infiltrer.

Solidarité aux révoltés du monde entier !
Vive la révolution !

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

*Des enfants bâtards
de l'anarchisme et du communisme.*

coups d'eau et d'électricité imposées à la population et se sont étendus à une remise en cause généralisée du pouvoir en place, alors que l'île connaît une pauvreté massive. Le pouvoir a réagi comme il sait si bien le faire : lacrymos, tabassage, tirs à balle réelles... Dans les jours suivants, malgré les morts et le couvre-feu, le mouvement s'intensifie et des pillages massifs se déclarent : supermarchés, commerces, banques, hôtels ... tout y passe, malgré les appels au calme des démocrates !

Au Pérou, c'est aussi un système généralisé de corruption du pouvoir et des nouvelles réformes sur les retraites, qui est dénoncé, principalement par les étudiants. A Lima, les manifestations ponctuées d'affrontements violents avec les forces de l'ordre, de cocktails molotovs et de tentatives d'invasion du Congrès se répètent ces dernières semaines. Le 10 octobre, la présidente Dina Boluarte a été destituée, ce qui n'est « qu'une étape » selon nombre de révoltés.

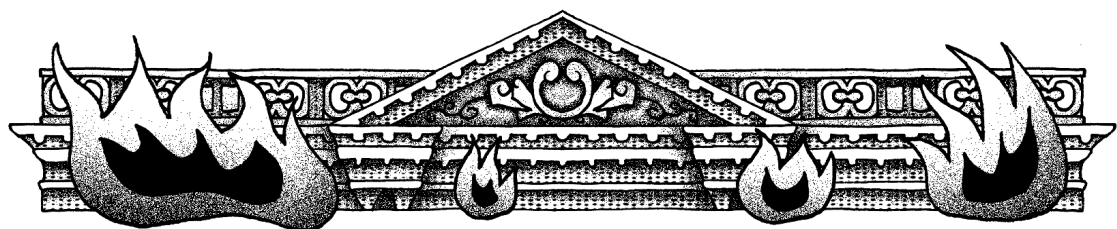
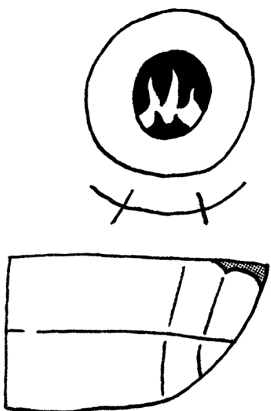
Si les revendications explicites de ces mouvements parlent de justice sociale, de lutte contre la corruption ou contre la mauvaise gestion des services publics, nous ne pouvons que voir dans toutes ces protestations une remise en cause générale des conditions de vie qui sont imposées aux exploités de ce monde. Partout, ce qui est attaqué c'est l'État et sa bureaucratie, c'est le personnel politique (même celui qui se revendique historiquement « révolutionnaire » tel que les ersatz stalinien des différents Parti Communistes comme au Népal), c'est la bourgeoisie qui s'enrichit sur le dos des exploités, c'est la misère par les salaires dérisoires ou le chômage forcé, c'est les restrictions et le manque de ressources, c'est les flics qui protègent les exploités à coups de matraques et de fusils, c'est le manque de perspectives futures dans ce monde de merde.

On peut déceler aussi une force anti-politique qui sous-tend en partie ces manifestations. Dans plusieurs de ces mouvements, comme au Népal, c'est le monde des politiciens en général, toutes orientations confondues, qui fut attaqué pendant un temps. C'est l'enrichissement généralisé de tous les bourgeois et des dirigeants qui fut remis en cause, comme en témoignent les attaques du Parlement ou des résidences de parlementaires. Pourtant, nous pouvons voir que les sirènes démocrates et leurs sempiternelles promesses de réformes, d'apaisement, de répression judiciaire des anciens décideurs, fonctionnent malheureusement toujours aussi bien. Au Népal, une nouvelle Première ministre a été choisie sur Discord (qui avait été un outil décisif dans le mouvement) après la chute du gouvernement, au Maroc les réformes promises par le roi ont mis en pause le mouvement, en Indonésie le mouvement est fini en attendant les aménagements promis, à Madagascar un technocrate a été nommé Premier Ministre, et au Pérou les oppositions en ont profité pour destituer la présidente, en attendant sûrement de prendre la place et régner à leur tour...

Le capitalisme et l'État, comme des serpents qui muent mais ne meurent pas, savent se réinventer constamment pour récupérer les espoirs les plus farouches et les intégrer. A tout prix, nous devons nous interroger sur les raisons qui permettent si facilement à la démocratie de récupérer des révoltes si offensives matériellement et de pouvoir réinstaurer une autre autorité qui ne changera rien à rien.

Soit-dit en passant, il est étonnant qu'en France, il y ait plus d'intérêt pour des députés en représentation médiatique sur des bateaux pour leur carrière que pour des gens qui attaquent leurs propres députés.

De l'Indonésie et du Népal à partout ailleurs, que vive la révolte contre le vieux monde !





Alerta Secte Mondiale ou Au secours pourquoi travail devoir



Courrier adressé à Mauvais Sang, reçu d'une autre planète :

Cher journal bâtard pour la révolution,

Nous vous écrivons pour vous alerter à propos d'une secte généralisée au niveau mondial qui sévit depuis plusieurs siècles et qui concerne la majorité des habitants de votre planète, d'où son enracinement. Sa généralisation et sa banalisation suffisent malheureusement trop souvent à masquer ses dynamiques complètement sectaires, enfermantes et obscurantistes. Un à un, nous voyons des terriens tomber sous sa dépendance. « Une secte se caractérise par une emprise mentale qui porte atteinte à l'équilibre moral, sanitaire, financier et familial d'une personne. La secte cherche à isoler, désocialiser, endoctriner, déresponsabiliser une personne pour la pousser à une perte d'autonomie ou encore une perte financière », disent les Terriens.

Mais alors pourquoi est-ce que le Travail n'est pas concerné par cette caractérisation, qui nous semble pourtant flagrante vue de loin ? Dès qu'un être humain se met à rejoindre le TRAVAIL, foi de zgobuluk, son équilibre psychique, physique et social est complètement affecté. Il peut perdre tout son temps à perdre ses liens, projets,



amitiés et rêves qui existent en dehors du travail, mais ne peut en sortir qu'à condition d'en trouver un autre, tout en devant adhérer (ou en devant faire semblant d'adhérer) à une doctrine de valorisation absolue de cette secte éreintante, au nom d'un Dieu appelé tantôt PIB, tantôt Dette publique, tantôt Economie... La perte d'autonomie est flagrante, puisque les travailleurs sont soumis à une hiérarchisation qui les surveille et contrôle la moindre miette de leur temps, tout en les obligeant à suivre un parcours d'initiation ésotérique complètement débilitant : savoir-être, *soft kills*, entretien d'embauche, période d'essai, afterworks... Cette secte sacrifie et tue des milliers de personnes à travers votre planète tous les jours, et tout est fait pour que ne pas en faire partie soit une terrible condamnation financière. La dépendance et l'aliénation sont trop grandes, allez Terriens, détruisez le Travail, vite, vite vite !!!

PS : Nous avons été informés par sonde anti-travailleuse qu'un week-end contre cette secte allait être organisé par le CAT (Collectif Anti Travail) à Paris dans les prochains mois. Il est évident que nous relayons avec beaucoup d'enthousiasme cette invitation auprès du journal Mauvais Sang et surtout de ses lecteurs.



Victoire ?!

Par le jeu des magouilles politiques, la gauche parlementaire ainsi que les syndicats s'applaudissent d'avoir gagné la bataille. Une grande victoire ! Rendez-vous compte, la suspension, pour quelques années, de la réforme des retraites ! Mais de quelle victoire s'agit-il ? Pour quoi, contre quoi ? Certes, pour quelques-uns, c'est toujours ça de temps récupéré sur leur vie, contre le temps travaillé qui devient, au fur et à mesure des années, de plus en plus épuisant et avec un corps toujours plus abîmé. Mais la défaite, c'est de se satisfaire de ça. Une suspension ? Une abrogation ? Une suppression ? Un amendement à la réforme ? Une contre-réforme ? Ces mots qui circulent comme de faux-espoirs enterrent définitivement le mouvement social d'il y a deux ans. Un mouvement qui, malgré les journées de mobilisation très importantes et les formes parfois innovantes, n'a pas su dépasser cette revendication du retrait pour l'étendre à une critique plus générale du travail, à la façon dont on traite les corps au travail, à la place des vieux dans notre société, à celles des indésirables, en marge du travail et qu'on cherche à insérer. D'autres revendications avaient émergé, dans les slogans et dans les discussions, dans les assemblées et dans les textes. Mais deux ans plus tard, la victoire devient d'avoir une abrogation à l'assemblée nationale, ou au moins un vote sur le sujet, ou même juste une suspension de quelques mois... Une victoire pour la gauche parlementaire, en somme, une victoire de plus qui peut lui servir à s'ériger en porte-parole des luttes, alors que nous savons bien qu'au fond, elle n'est qu'un aspirant à nous gérer, à nous organiser et surtout à nous empêcher de trop déborder. Notre défaite, c'est de la voir se pavaner en se faisant passer pour la continuation de la révolte.

Il y avait pourtant, comme souvent, une sorte de ras le bol collectif durant les manifestations, contre l'inter-syndicale, contre leur stratégie foireuse de grève perlée. Est-ce que tout a été pardonné, oublié en si peu de temps ? Comment peuvent-ils se permettre de recommencer la même chose sans suite à la journée du 10/09 et du 18/09 sans que ceux qui se mobilisent ne leur tombent dessus ? Comment tous les partis de gauche peuvent-ils avoir leur place dans les cortèges après s'être tous dissociés préventivement de la moindre violence des manifestants sur les JT de 20h la veille du premier jour ? Pire encore, comment la France Insoumise, cette

gauche populiste et rance, peut-elle capitaliser sur le mépris de la gauche et de la social-démocratie, comme si les mots n'avaient ni sens ni conséquence ? Faut-il rappeler combien la FI n'est qu'un des multiples rejets de la gauche, avec tout simplement un vernis mi-rouge mi-brun en supplément ?

Il serait bon de se rappeler que tous les partis, sans aucune exception, veulent qu'on se réveille à 7h du matin pour aller bosser. Tous veulent plus de moyens pour la police, l'armée et construire de nouvelles prisons. Tous veulent redresser l'économie nationale et un retour à la norme après les temps perturbés des contestations. Et les mouvements sociaux manquent cruellement de confiance envers ceux qui manifestent dans nos cortèges mais qui ont aussi bien une place dans les couloirs des ministères pour négocier leurs postes et leurs carrières.

Alors pourquoi ? Est-ce que ce serait devant un monde qui vire tellement à droite, que même le milieu anti-autoritaire se met à déléguer tout son espoir dans un nouveau parti socdem et populiste ? Avec la même énergie qu'ils votent Retailleau pour ne pas avoir Bardella ? Comment ne pas voir que cette résignation est l'enterrement de tous nos espoirs révolutionnaires qui rêvent d'un monde débarrassé de l'État et du capitalisme ?

Cette forme de contestation ne crée que de l'impuissance. Elle aspire notre force, fait de nous des pions qu'on compte pour savoir qui aura plus de temps de parole au perchoir. La séquence actuelle déplace la lutte au niveau des cabinets des ministères. C'est une échelle à laquelle nous n'avons aucune prise et où seuls les politicards peuvent jouer. Mais ce serait un échec d'attendre que se dénouent les blocages parlementaires pour se révolter. Transmettre tous ses espoirs dans l'attente des résultats d'une prochaine élection présidentielle ou législative, c'est renoncer. Au contraire, ce qu'il se passe illustre aussi très bien ce contre quoi nous devons nous révolter, jusqu'à ce que crève la démocratie, qui n'est toujours rien d'autre que l'organisation du pouvoir, et qui ne sert qu'à protéger l'État et le capitalisme.

Nous savons déjà ce que les 1000 prochains ministres proposeront, et nous sommes déjà enrégés.

Aucune liberté dans l'euthanasie

Alors que les personnes âgées sont entassées dans des EHPAD aux conditions de vie souvent pitoyables et moribondes ; alors que justement des discours anti-vieux se répandent au fil des années, notamment parmi les jeunes générations à qui on fait croire que ce sont les générations d'avant qui sont responsables de la misère écologique et non le capitalisme et ses industries ; alors que le travailisme ressert ses vis partout où France Travail contrôle allocataires et RSastes ; alors que les improductifs sont toujours plus fliqués ; alors que les maladies et accidents du travail viennent abîmer chaque jour davantage de vies ; alors que se mettre en arrêt maladie devient de plus en plus compliqué... on voudrait nous faire croire qu'il y aurait quelque part une sorte de liberté à mourir que l'État - cet État même qui nous pourrit la vie - viendrait nous octroyer gracieusement ? Mais de quelle liberté parle-t-on ? Celle de choisir librement de ne pas coûter un lit d'hôpital de plus à la société ? Celle de choisir librement de ne pas dépendre d'autrui ? Celle de choisir librement de sauver fictivement le PIB de la dette publique de ce putain de pays en renonçant à sa retraite, à des aides, etc ? Mais que raconte donc cette gauche qui vient nous dire que le droit à l'euthanasie est le nouveau progrès sociétal, à la suite du droit à l'avortement ? Quelle est cette arnaque qui n'arrange au fond que le capitalisme ? Qui a confiance dans l'État au point de lui confier un pouvoir de législation sur la mort ?

La gestion désastreuse de la pandémie de Covid, avec son manque de lit et son triste tri des vies effectué, aurait pourtant de quoi nous mettre la puce à l'oreille. La gestion à flux tendu des malades est toujours sur le fil de son débordement faisant appel aux pires « sauvetages » en fuite en avant du capitalisme : hiérarchisation des patients selon de multiples critères (improductifs ou non, nationaux ou non), et vautreage de ce fait dans un eugénisme parfois quasi cyniquement assumé, ainsi que dans une xénophobie crasse lorsqu'il s'agit d'écarter du soin ceux qui n'ont pas les bons papiers.

Mais ce qui nous surprend le plus dans ce fantasme libéral qu'à la gauche d'une émancipation par la mort médicale (et nous ne faisons volontairement pas de différence entre l'euthanasie et le suicide assisté ici), c'est que c'est cette même gauche qui nous alerte chaque jour contre « la fascisation du monde » et contre son « néolibéralisme ». Dans ce cas, à Jour-X avant le fascisme, ne serait-il pas plus raisonnable de s'abstenir de donner à un État fasciste en puissance les moyens légaux de tuer ses indésirables ?

Alors qu'un mauvais air de panique contre le vieillissement de la population circule, d'angoisse démographique, qui souvent contribue au renouvellement de

théories eugénistes et réactionnaires, il serait salubre d'empêcher que l'euthanasie vienne répondre à cette angoisse. Qui veut d'un monde où la mort est une solution démographique ? Les ennemis de l'émancipation, les gestionnaires fossoyeurs de désirs, de soin et de révolte.

Mais fallacieusement, l'euthanasie est présentée comme la suite logique du « mon corps, mon choix » par de nombreux adeptes souvent progressistes de cet arsenal mortifère. A l'inverse, ce parallèle est également tracé par la droite religieuse et réactionnaire qui s'oppose à l'euthanasie de la même manière qu'elle s'oppose à l'avortement (gloire à Dieu qui seul a droit de vie ou de mort sur l'embryon ou sur la personne). On pensait pourtant qu'à part chez les droitiards, c'était un fait acquis qu'il n'y avait pas plus de « mort » provoquée lors d'un avortement qu'on ne peut parler de vie pour un germe de possible au sein d'un utérus... C'est pourtant en reprenant ce parallèle que les députés de l'Assemblée Nationale ont voté en mai pour un projet de loi relatif à l'euthanasie qui criminaliserait les opposants à cette dernière de la même manière que les opposants à l'avortement sont criminalisés. Il existerait par exemple un délit d'entrave qui sanctionnerait le fait d'empêcher ou de tenter d'empêcher de pratiquer ou de s'informer sur l'aide à mourir. Mais tant que nos vies seront prises dans les rêts du capital, des injonctions à travailler, à produire, à consommer et à respecter les lois, tant que les vies seront cyniquement triées à l'hôpital comme partout ailleurs, il sera nécessaire de s'opposer à l'euthanasie. Dans les pays où cette dernière est légalisée, il existe sans cesse de terribles suicides qui ne correspondent pas à la figure érigée au départ en exemple du malade éclairé et consentant (souvent atteint par la maladie de Charcot – maladie-emblème de tous ceux qui ne l'ont pas mais qui y projettent leurs terreurs) : SDF demandant l'euthanasie au Canada pour ne pas passer l'hiver à la rue, dépression et autres troubles psychiques... avec l'argument de l'inclusion et de l'égal accès au droit, la liste des prétendants à l'euthanasie, même ensuite mineurs, ne fait que s'étendre. En même temps, tant qu'elle ne s'étend pas, comme le rappelle l'actrice et militante britannique sur les droits des handicapés Liz Carr dans son documentaire *Better off dead ?*, elle dit au niveau de la société toute entière que certains ont le droit de se suicider tandis que d'autres non. Ce double discours n'est évidemment pas sans effets sur ceux qui se savent pouvoir prétendre à une mort acceptée socialement. C'est la légalisation et la banalisation de l'infâme discours des biens-portants qui se disent « Si j'étais à ta place, je préférerais mettre un terme à ma vie... », « On doit pouvoir vivre dignement, c'est-à-dire pas comme toi »...

Cette conception mortifère de la liberté n'est en fait qu'un ultime élan de contrôle. Faute de n'avoir pu décider qu'on allait naître, alors maîtrisons au moins la date du terme... Mais que les adeptes du contrôle, que les députés faiseurs de lois pro-euthanasie s'euthanasient tous seuls dans leur Assemblée et nous foutent la paix !

